



BRÈVES ÉCONOMIQUES

AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU

SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL
DE BOGOTÁ

N° 37 – 6 octobre 2022

En bref

L'ONG Global Witness recense 33 assassinats de leaders environnementaux en Colombie en 2021, plaçant le pays en deuxième position en nombre d'homicides environnementaux, derrière le Mexique.

Cela représente une réduction de moitié par rapport à 2020, mais la situation reste critique : depuis 2012, 322 leaders environnementaux ont été assassinés. Beaucoup d'entre eux luttait contre la production illégale de coca ou pour la restitution des terres après le conflit armé. Les groupes indigènes sont les plus vulnérables : ils représentant 16 des 33 assassinats en Colombie. Au niveau mondial, l'ONG recense 200 assassinats de leaders environnementaux, le Mexique étant en tête avec 54 homicides.

LE CHIFFRE À RETENIR

33

C'est le nombre de *leaders* environnementaux assassinés en Colombie en 2021.

global witness





BOLIVIE

Le Gouvernement bolivien souhaite disposer d'au moins deux usines pour l'extraction directe du lithium.

Le gouvernement a annoncé lundi qu'il prévoyait de construire au moins deux usines d'extraction directe de lithium (EDL), d'une capacité de traitement de 25 000 tonnes métriques par an chacune. Selon le Ministre des Hydrocarbures et de l'Énergie, l'entreprise publique *Yacimientos de Lito Bolivianos* (YLB) « supervisera la construction de ces projets ». Son propre personnel sera chargé de l'exploitation et de la maintenance de ces industries « par le biais d'un transfert de technologie ». Cela confirme la position de la Bolivie, qui donne la priorité au respect de sa souveraineté dans l'industrialisation du lithium. Avec ses trois projets autour du lithium, YLB prévoit d'atteindre une production moyenne de 40 000 tonnes métriques par an en 2025. Selon le Ministre, la commercialisation du carbonate de lithium - aux prix actuels sur le marché international - générerait des revenus d'environ 2 Mds USD pour la Bolivie.

Les mineurs de *Colquiri* ont été reçus par le gouvernement après une paralysation des exportations.

Les mineurs salariés de *l'Empresa Minera Colquiri* (La Paz) avaient manifesté et bloqué l'autoroute La Paz – Oruro, une des routes principales du pays, durant trois jours. Ce blocage aurait coûté aux exportateurs près de

15 MUSD selon le directeur général de la Chambre nationale des exportateurs de Bolivie (Caneb), Marcelo Olguín. Les mineurs ont finalement été accueillis par le gouvernement ce 5 octobre. Pour rappel, les travailleurs appellent à l'abrogation d'un décret qui oblige les entreprises publiques à transférer une partie de leurs bénéfices et dividendes au Trésor général de la nation (TGN). Selon eux, ces transferts affectent la stabilité financière des entreprises publiques et compromettent leur réinvestissement. Le gouvernement a indiqué qu'il allait s'entretenir avec les secteurs concernés. Le syndicat *Central Obrera Boliviana* (COB), pourtant alliée au gouvernement national, s'est également joint à cet appel.

COLOMBIE

La Banque centrale augmente le taux directeur de 100 points de base.

Pour lutter contre la hausse de l'inflation, la Banque centrale colombienne a augmenté son taux directeur pour la 6^{ème} fois depuis le début de l'année. Il se situe ainsi à 10 %, soit une augmentation de 700 pb depuis janvier 2022. La Banque centrale a par ailleurs augmenté ses prévisions de croissance pour 2022 (de 6,9 % à 7,8 %) mais a réduit celles pour 2023 (de 1,1 % à 0,7 %) selon son directeur, Villar Gomez.



L'inflation est toujours en hausse et se situe à 11,4 % en glissement annuel en septembre.

L'inflation mensuelle s'établit à 0,9 % et l'inflation cumulée en 2022 à 10,1 %. Par rapport à août, les plus importantes hausses de prix concernent le logement (+1,7 %) et les aliments et boissons non-alcoolisées (+1,6 %). C'est cette dernière catégorie qui connaît la plus forte inflation en glissement annuel (+26,6 % g.a.).

Le Peso colombien (COP) fait partie des devises ayant enregistré les plus fortes dépréciations en Amérique latine par rapport au Dollar états-unien.

Le Peso colombien s'établit à 4 619 USD/COP ce 6 octobre, soit le 2^{ème} niveau le plus faible, après celui atteint à la mi-juillet (4 627 USD/COP). Le COP accumule une dépréciation de plus de 21 % depuis janvier, le plaçant juste derrière le Bolivar vénézuélien (VEF, déprécié de 78 %) et le Peso argentin (43 %). Cette dépréciation est liée à l'attentisme causé par le programme économique du nouveau gouvernement de Gustavo Petro et à la normalisation des politiques monétaires au niveau mondial.

L'Oréal investira 9 MEUR entre 2022 et 2023 pour renforcer son entreprise.

C'est ce qu'a annoncé le Directeur Général de L'Oréal CERAN (Amérique centrale et pays andins). L'Oréal gère 11 pays de la région depuis la Colombie, et exporte sa production vers 13 pays.

La perception des marchés quant au risque de défaut de la Colombie est à son niveau le plus élevé des 13 dernières années.

Les *Credit Default Swaps* (CDS) sur les titres colombiens à 10 ans ont atteint 411 points de base, le plus haut niveau depuis 2009. Le niveau des CDS sur les titres colombiens a augmenté de 144 points de base depuis le début de l'année 2022. Les experts considèrent que l'environnement externe impacte significativement le niveau de risque perçu. Toutefois, ils estiment que le passage de la réforme fiscale actuellement discutée au Parlement (+5 Mds USD de recettes) appuiera une baisse des CDS.

ÉQUATEUR

La Banque centrale a présenté ses prévisions économiques pour 2023.

La Loi des Finances pour 2023 sera présentée au Parlement en novembre sur cette base. La croissance de 2022 a été revue à la baisse (2,7 % contre 2,8 % prévus initialement), compte-tenu des pertes économiques provoquées par les manifestations de juin 2022. La croissance pour 2023 a quant à elle été revue à la hausse (3,1 % contre 2,9 % initialement). L'inflation devrait être contrôlée et retrouver des niveaux appropriés (2,8 % en moyenne en 2023 contre 4 % en moyenne en 2022). La Banque centrale prévoit également un excédent commercial de 324 MUSD en 2023.



Le prix du pétrole moyen retenu pour 2023 est de 68,4 USD/baril.

Le prix de pétrole retenu par la Banque centrale pour 2023 est ainsi plutôt pessimiste par rapport aux prévisions du Fonds Monétaire International, qui prévoit un prix moyen de 75 USD/baril). La Banque centrale prévoit toutefois une augmentation de la production pétrolière du pays (188 millions de barils en 2023 contre 176 millions en 2022), malgré les engagements du gouvernement de ne pas exploiter de nouveaux champs pétroliers suite aux discussions avec le mouvement indigène.

GUYANA

Le Fonds Monétaire International (FMI) a publié sa revue de l'économie guyanienne au titre de l'Article IV.

Le FMI estime que l'exploitation des réserves de pétrole nouvellement trouvées changera radicalement l'économie du pays. Le PIB pétrolier du pays devrait croître de 100 % en 2022, stimulant la croissance de l'économie, à 57,8 % en 2022. Les réserves de pétroles s'établissent à 11 Mds de barils, et l'économie pétrolière devrait contribuer entre 60 % et 68 % du PIB.

Le FMI estime par ailleurs que les efforts réalisés par les autorités permettront d'étendre la croissance au reste de l'économie.

La croissance hors pétrole devrait ainsi atteindre 7,2 % en 2022, stimulée par le rétablissement des industries du sucre et du riz. Le secteur hôtelier et le tourisme devraient également contribuer à la croissance à moyen terme: entre 2023 et 2027, l'économie hors pétrole devrait croître entre 5,0 % et 5,2 %.

Le Président du Guyana a annoncé planifier la construction d'une raffinerie pouvant traiter 30 000 barils par jour.

Elle vise à couvrir les besoins en carburants du pays et devra veiller à minimiser son impact écologique, selon les annonces. Celles-ci devraient prochainement publier un appel d'offres.

PÉROU

Le bilan des élections municipales et régionales.

Ce 2 octobre ont eu lieu les élections municipales et régionales sur tout le territoire péruvien. Les résultats définitifs sont toujours en attente dans plusieurs provinces. A Lima, c'est l'ultraconservateur Rafael López Aliaga qui remporte la mairie. C'était un candidat



controversé et hostile aux péages et aux concessions routières de Lima. Concernant les régions, les mouvements régionaux indépendants se sont imposés et un second tour devra être organisé dans huit régions. Sur les 16 régions ayant un nouveau gouverneur, 10 ont été remportées par des mouvements régionaux indépendants (*Ancash, Arequipa, Ayacucho, Huancavelica, Huánuco, Ica, Junin, Puno, Tacna et Ucayali*). Le parti de droite « *Somos Perú* » l'aurait emporté à San Martin et à Loreto. Les analystes sont unanimes : les grands perdants seraient *Perú Libre*, du président Pedro Castillo, et *Fuerza Popular*. Les deux partis s'étaient disputés le second tour de la présidentielle en 2021, mais aucun des deux n'a remporté de district à Lima ou de région. Les candidats de *Péru Libre* ont en revanche gagné des communes dans le corridor minier du sud. Ces régions avaient récemment connu des protestations, perturbant le transport du cuivre des entreprises *MMG Ltd, Hudbay Minerals Inc.* et *Glencore Plc*.

Le Pérou devient le pays le plus touché par l'insécurité alimentaire en Amérique du Sud.

Quelques 16,6 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire (50,5% de la population) au Pérou, soit deux fois plus qu'avant la pandémie selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). 10 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire modérée et 6 millions de Péruviens dans une situation d'insécurité alimentaire grave. L'augmentation de la pauvreté, qui n'a toujours pas retrouvé son niveau pré-pandémique, contribue à ce constat. Selon l'institut

statistique (INEI), 28,3% des Péruviens sont incapables de subvenir à leurs besoins élémentaires, soit plus qu'en 2019 (20,2%). La crise de la COVID-19 et l'informalité – qui concerne 73 % des travailleurs – en seraient les principales causes, et ce malgré la croissance économique à l'œuvre.

SURINAME

L'inflation en glissement annuel se situe à 39,1 % en août.

Cela représente une baisse par rapport à juillet où elle s'établissait à 49,2%. L'inflation mensuelle s'élève quant à elle à 4 % en août. Sur l'année, le logement et les services publics connaissent la plus haute inflation (+74,4%), suivis par les communications (+57,1%) et la restauration (+47,2%).

VENEZUELA

L'inflation mensuelle en septembre se situe à 157% g.a., selon l'Observatoire vénézuélien des finances (OVF).

L'inflation mensuelle s'établit à 11,5% et l'inflation cumulée en 2022 à 111,8%. Cette accélération de l'inflation a lieu dans un contexte de forte intervention bancaire de la part de la Banque centrale vénézuélienne, à 115 MUSD cette semaine. Celle-ci devrait intervenir à nouveau ce 7 octobre pour contrôler la stabilité des taux de change.



La Banque centrale vénézuélienne devra injecter 1 MdUSD de réserves sur les marchés pour contenir la chute du Bolivar (VEF) face au dollar étatsunien (USD).

Sintesis Financiera estime que le taux de change terminera l'année à 10 USD/VEF, vs. 8,2 USD/VEF aujourd'hui. La hausse prévue de la dépense publique vénézuélienne sur le dernier trimestre appuiera la dépréciation du VEF. *Sintesis Financiera* estime par ailleurs que l'inflation fin 2022 atteindra 150 %, contre 660 % en 2021 selon l'OVF et 1 600 % selon le FMI.

La production de pétrole reste faible : 17 des 43 entreprises mixtes n'ont pas été actives en septembre.

Selon un rapport de l'entreprise pétrolière publique PDVSA, considéré comme trop optimiste par de nombreux analystes, la production en septembre se situait à 653 000 barils/jour, plaçant la production moyenne en 2022 à 759 100 barils/jour. Le rapport souligne également que 17 des 43 entreprises mixtes du pays n'ont rien produit en septembre, notamment du fait du manque de capacité de stockage de PDVSA, dont les exportations sont limitées du fait des sanctions occidentales. L'industrie pétrolière vénézuélienne souffre d'un manque important de maintenance de ses infrastructures.

Le Ministre du Commerce de la Colombie rencontre la Vice-présidente du Venezuela.

En visite à Caracas, le Ministre du Commerce colombien, Germán Umaña, a rencontré la Vice-présidente du Venezuela, Delcy Rodríguez afin d'avancer sur la coopération entre les deux pays. Le Vice-ministre du Commerce Extérieur de la Colombie, Luis Felipe Quintero ; le superintendant du Service intégré de l'administration douanière et fiscale (Seniat) du Venezuela, José Cabello Rondón ; et le Vice-ministre du Commerce Extérieur du Venezuela, Johann Álvarez, ont également assisté à la rencontre.

Indicateurs de la semaine

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2022) :

	Population (M)	PIB réel (Mds USD)	Croissance du PIB		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)	Inflation (%)	
	2022 p.	2022 p.	2021	2022 p.	2022 p.	2022 p.	2021	Variation par rapport à 2020	Variation en g.a. en août
BOLIVIE	11,96	40,9	6,1	4	-2,8	83,9	118	+1	1,6
COLOMBIE	51,6	271,6	10,6	3,8	-4,4	67,6	88	0	10,8
EQUATEUR	18	109,98	4,2	3,5	1,7	59,9	95	+4	3,8
GUYANA	0,792	9,8	19,9	48,7	13,7	36,2	108	+1	6,4
PEROU	34,2	231,7	13,3	4,6	0,1	36,8	84	+1	8,4
SURINAME	0,617	2,9	-3,5	1,5	-1,6	137,5	99	-7	39,1
VENEZUELA	26,9	n.a*	-5	-3	-0,7	n.a	120	-2	153
ARGENTINE	45,8	483,8	10,3	2,5	0,8	n.a	47	0	78,5
BRESIL	213,9	1810,6	4,6	1,5	-1,7	90,2	87	-1	8,7
CHILI	19,9	352,7	11,7	2,5	-2,2	37,3	42	+1	14,1
MEXIQUE	130,1	1371,6	4,8	4,0	-0,3	60,1	86	+2	8,7

Source : données Banque mondiale, FMI (WEO, avril 2022), PNUD.

* 43,5 Mds USD selon des économistes indépendants.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international